Le chef d'état-major des armées veut davantage de moyens : un décrochage brutal en 2020 ? (MàJ)

22/12/2016 à 14h53

22/12/2016

Trop d'opérations militaires, pas assez de moyens : l'institution militaire s'attend à un décrochage brutal en 2020.

> *Dans l'armée de terre, seuls 38 % des hélicoptères volent, selon les derniers rapports parlementaires.*

L'armée dont disposera le prochain président français aura un autre visage que celui, moderne et performant, offert par la photographie officielle du quinquennat finissant. Trop d'opérations militaires, pas assez de moyens : en dépit d'un effort national conséquent – 162 milliards d'euros prévus de 2015 à 2019 –, l'institution s'attend à une panne.

La campagne électorale est lancée, avec ses jeux d'influences. Mais l'alerte lancée publiquement mercredi 21 décembre par le chef d'état-major des armées va au-delà. « Le temps presse », a déclaré dans Les Echos le général Pierre de Villiers, appelant à accroître « l'effort de guerre » de 1,77 % à 2 % du PIB « avant la fin du prochain quinquennat ».

« *La facture des renoncements subis depuis dix ans arrive. Les matériels vont tomber les uns après les autres, et le prochain président aura à traiter des problèmes importants dès les*

premiers mois de son mandat, avertit un général. Nous ne sommes plus dans la pleurnicherie, mais dans un grand rendez-vous. »

« *Vous vous êtes payé une voiture capable d'aller à 100 km/h et de durer 100 000 km mais vous avez roulé trois fois plus vite sur cinq fois la distance. Ne vous étonnez pas de la voir bousillée* », illustre un officier.

Entre autres catastrophes attendues, deux sont significatives. L'armée, dont le stock de munitions est trop juste, pourrait bientôt disposer de moins de missiles conventionnels du type de ceux tirés en Irak que de têtes nucléaires dans sa force de dissuasion (300). Autre rupture, à partir de 2020 et pour plusieurs années, la marine ne disposerait que de cinq sous-marins nucléaires d'attaque au lieu de six.

D'ores et déjà, derrière une performance reconnue par les alliés de la France, nombre d'indicateurs sont au rouge. « Mes avisos [ales petites corvettes] vont se casser les uns après les autres », prévoit l'amiral Christophe Prazuck, à la tête d'une marine dont 40 % des navires ont plus de trente ans. En outre, « *à part en Guyane, on est à 50 % des besoins en patrouilleurs pour assurer la surveillance des eaux françaises*». […]

Le Figaro

Interrogé par des journalistes sur une demande exprimée par le chef d'état-major des armées, Pierre de Villiers, d'"*une hausse progressive du budget de la défense*" pour atteindre les 2% du PIB, contre 1,77% actuellement, le président de la République a souligné que "*le budget de la défense a déjà été augmenté (…), tout au long du quinquennat*".

"*La loi de programmation militaire a été révisée à la hausse, aucune loi de programmation militaire sous la Ve République*

n’avait été révisée à la hausse“, a ajouté M. Hollande dans la cour de l’Elysée à la suite du Conseil des ministres.

“*C’est une responsabilité que j’ai prise avec les premiers ministres successifs, de faire que nos armées puissent être dotées des moyens indispensables pour assurer nos missions à l’extérieur, celles que j’ai moi même décidées pour assurer la protection des Français à l’intérieur, dans l’opération Sentinelle, et faire en sorte que nous puissions avoir une force de dissuasion qui soit crédible*“, a précisé M. Hollande.*

Le JDD